



## FRANCE

### → L'EXÉCUTIF FACE À LA GROGNE SOCIALE ET FISCALE

# Budget 2014 : Carrez et Wauquiez durcissent le ton sur le manque d'économies et la facture pour les ménages

**Le président UMP de la commission des Finances et l'ancien ministre s'inquiètent du sort des classes moyennes.**

**Isabelle Ficek**  
ificek@lesechos.fr

Ils n'en finissent pas de tirer la sonnette d'alarme et reviennent à la charge à l'occasion du vote du budget aujourd'hui à l'Assemblée nationale. Le président UMP de la commission des Finances au Palais Bourbon, Gilles Carrez, et l'ex-ministre Laurent Wauquiez, qui multiplient les interventions communes sur ce thème depuis la rentrée, pointent le « décalage » entre les efforts demandés et la réduction du déficit public et dénoncent la hausse de la dépense publique. « *D'exécution à exécution* », les dépenses de l'Etat « *auront augmenté entre 2012 et 2013, de 2,6 milliards* », relève Gilles Carrez, « *alors même qu'une économie de 1,9 milliard d'euros a été engrangée sur la charge de la dette et de 800 millions sur les pensions* ».

Pour Laurent Wauquiez, « *la pause fiscale pour les ménages, est une supercherie* ». En 2014, « *ce sera même pire qu'en 2013. Ceci acte un mensonge présidentiel, l'effort est très fort sur les classes moyennes* », poursuit-il. En 2014, avancent les deux députés, la « *véritable facture* » fiscale pour les ménages sera proche de 11 milliards d'euros, en considérant que ce sont eux qui supporteront l'intégralité des 6 milliards de hausse de TVA au 1<sup>er</sup> janvier 2014, votés fin 2012. « *Un effort supérieur*

*à celui déjà demandé en 2013* », dénonce Gilles Carrez. Et c'est, ajoutent-ils, sans compter l'effet de la refiscalisation des heures supplémentaires sur une année pleine, ce qui sera le cas l'an prochain.

Si Gilles Carrez ne conteste pas le basculement d'une partie des charges sociales sur la TVA, il déplore que le gouvernement ait supprimé la TVA sociale pour la remplacer par « *un mécanisme compliqué avec le Cice pour ne pas faire comme [ses] prédécesseurs* », et juge « *mala-droite* » la hausse du taux intermédiaire. Gilles Carrez recommande néanmoins à ses collègues de l'UMP de « *ne pas faire d'offensives très fortes contre la TVA* » : « *Je ne suis pas sûr qu'elles nous rendent crédibles* », estime-t-il. En outre, le président de la commission des Finances est persuadé que le gouvernement sera obligé de revenir, en 2015 ou 2016, « *à un système plus efficace* », à savoir une baisse directe des charges.

### **3,1 milliards sur l'impôt sur le revenu : un écart « rare »**

Les deux hommes s'alarment de la baisse de 12,5 milliards d'euros des recettes fiscales en 2013, par rapport aux prévisions de la loi de Finances initiale, soulignant l'écart – « *rare* » – de 3,1 milliards sur l'impôt sur le revenu. « *C'est la saturation fiscale, tous les Français sont des Bretons* », lâche Laurent Wauquiez, qui pointe aussi « *le contraste très fort entre les dépenses d'assistanat qui dérivent quand celles d'investissement baissent* ». Cela d'autant qu'il chiffre avec Gilles Carrez à un

peu plus de 5 milliards en rythme de croisière le coût de mesures sociales telles que le relèvement du plafond de ressources pour bénéficier de la CMU, la revalorisation de 10 % du RSA socle sur cinq ans, etc. Gilles Carrez et Laurent Wauquiez insistent sur la nécessité de « *s'atteler aux dépenses* ». Et s'engagent à ne pas augmenter les impôts locaux. Un thème qui fait débat actuellement au sein de l'UMP, à l'approche des municipales. ■



**L'ex-ministre Laurent Wauquiez et le président UMP de la commission des Finances au Palais-Bourbon, Gilles Carrez, pointent notamment le « décalage » entre les efforts demandés et la réduction du déficit public. Photo Hamilton/RÉA**

